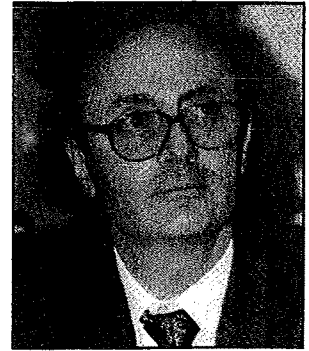


- Session de rentrée du Conseil Régional -

Une interview de Gilles Masure, Président du groupe communiste au Conseil Régional de Picardie.



6 mois après la réélection de Charles Baur à la présidence du conseil Régional grâce au vote des 11 élus FN, comment analysez-vous la situation au conseil Régional de Picardie ?

Charles Baur apparaît comme un président sans avenir, qui fait peser sur l'avenir des picards des menaces très réelles. Son alliance avec le FN, destinée à sauver la politique libérale qui prend l'eau de toutes parts en France et dans le monde, mène notre Région à perdre ses amis, son âme et son souffle. Alors que les Picards ont besoin d'un grand souffle de renouveau.

D'ailleurs, la position de M. Baur est aujourd'hui précarisée et contestée jusque dans ses propres rangs : ainsi son ami Gilles de Robien, le député maire UDF d'Amiens déclare publiquement «son désaccord fondamental», même si la presse le montre en photo avec Madame Du Granrut et M. Antoine qui soutiennent l'alliance de Baur avec le FN, ce qui en matière de clarté politique est véritablement admirable !

C'est aussi la rumeur qui a couru d'un «échange» entre la région Rhône-Alpes et la Picardie en cas de démission de Charles Millon et de Charles Baur qui illustre sa perte de crédibilité jusque dans ces propres rangs.

Nous pouvons nous féliciter que le combat que la gauche plurielle mène avec les élus de Lutte Ouvrière et des élus républicains de droite ait permis qu'aucun membre du FN ne représente notre région dans les

organismes extérieurs. Il aurait été indécemment que les membres d'un groupe où siège notamment Lionet Payet qui n'est autre que le directeur administratif de National Hebdo, publication qui réclame l'ouverture de camps de concentration et la pratique des rafles contre les sans papiers puissent prétendre à une représentativité républicaine. Et puisqu'on nous répond que nous ne respectons pas les électeurs du FN, j'ajoute qu'il m'étonnerait fort que ces électeurs de gauche et ces électeurs écoeurés par la politique politicienne que le FN se vante d'avoir ralliés se retrouvent dans cette alliance avec la droite ultralibérale, puisque c'est en se prétendant en opposition à cette droite que le FN les a séduits et trompés.

C'est pourquoi j'ai solennellement demandé à M. Baur, à l'ouverture de cette session, de faire comme ses collègues de droite d'Ile de France et de PACA de laisser la majorité relative de cette assemblée, la gauche plurielle, assumer les responsabilités exécutives comme l'ont voulu les électeurs le 15 mars dernier.

A ce propos que pensez-vous de cette idée évoquée ces temps derniers de mise en place d'une autre majorité à condition que le Président de Région ne soit en aucun cas communiste ?

Effectivement, Roger Mezin et Gilles de Robien ont évoqué l'idée d'un contrat de gestion avec la gauche à condition que le Président soit un «socialiste modéré» et sous condition de certaines mesures d'inspiration libérale. Je veux donc mettre ici les choses au clair : nous parta-

geons avec les élus républicains de droite la volonté d'écarter le FN de toute majorité au Conseil Régional, ce qui passe par la démission de l'actuel Président. Mais il est hors de question que ces élus de droite utilisent le même prétexte que Charles Baur pour faire rentrer par la fenêtre une politique libérale qui sortirait par la porte et dont ni les Français ni les Picards ne veulent plus.

Je rappelle à ce propos ce que déclarait Alain Gest, l'un de ces élus de droite lors de la première séance du nouveau conseil Régional en mars 1998 : «le seul constat objectif que nous puissions faire, c'est qu'il s'agit bien d'une majorité de gauche que les Picards ont désigné le 15 mars. Mais cette majorité de gauche n'est pas la mienne».

Quelle est votre position sur les dossiers soumis au vote lors de cette DM1 (décision budgétaire modificative) qui est une sorte de budget d'ajustement du budget primitif voté par l'Assemblée précédente ?

La DM1 pouvait être l'occasion, si elle avait eu lieu plus tôt, avec une présidence de gauche, de commencer à rectifier les orientations prises par le budget primitif. Nous aurions pu, par exemple, dès le mois de juin, prendre des mesures qui auraient permis la mise en oeuvre de la gratuité scolaire, ou voter des crédits d'études et des avenants à la convention avec la SNCF pour un titre de transport régional et le lien avec la carte orange. La DM1 présentée par M. Baur se présente elle comme un ajustement «profil bas», du budget primitif 1998.

Près de la moitié des dépenses nouvelles, en effet sont consacrées au remboursement de la COGEPI. Des dépenses utiles comme les bourses de résidences sont diminuées de 305.000 Francs, comme le regrette le CESR (Conseil Economique et Social Régional).(...)

Les actions de formation régressent et s'inscrivent dans une démarche libérale qui fait fi des difficultés des jeunes, alors même que cette année de nouveau les résultats au Baccalauréat sont en régression en Picardie. C'est pourquoi nous avons voté contre cette DM1. Par contre, après avoir fait la démonstration en juin, que sans la gauche M. Baur était prisonnier du FN, nous avons demandé la représentation de tous les dossiers sur les bourses d'étudiants, la recherche universitaire publique, les dossiers de financement des emplois jeunes, En ce qui concerne l'ESAD et l'ESSIE, notre position est que tant que ces établissements n'auront pas un véritable statut public garantissant la gratuité des études ou des droits d'inscriptions modestes, nous ne sommes pas favorables à un financement public sans contrepartie.

VOTE DE LA DM1

La DM1, a finalement été adoptée par 28 voix (17 Droite - 11 FN) contre 26 (Gauche Plurielle - LO) et 3 abstentions (Roger Mezin - Alain Gest - Brigitte Fouré). L'abstention de la gauche a permis le passage d'autres dossiers, qui avaient été rejetés en juillet.